

Info-Türk

BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI
INFO-TÜRK AGENCY
AGENTSCHAP INFO-TÜRK
AGENCE INFO TÜRK
INFO-TÜRK AGENTUR

COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION
SQUARE CH.M.WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL 2198
COMPTE BANQUE: INFO-TÜRK 310-0148714-02

PERIODIQUE MENSUEL
4ème année - Juillet/Août 1980
Français 45/46
Abonnement annuel
Benelux 200 FB
Etranger 250 FB

Reproduction de nos articles autorisée
avec la mention de la référence Info-Türk



(du quotidien Milliyet)

VERS UN FASCISME PARLEMENTAIRE

ELECTIONS ANTICIPEES: UN PAS VERS LE FASCISME PARLEMENTAIRE

ANKARA (ITA) - Pendant que la terreur politique, responsable de 904 morts dans les deux derniers mois, continue à augmenter, les élections anticipées deviennent l'un des points chauds dans la capitale de Turquie. Auparavant, le Premier Ministre Demirel avait annoncé que l'intention de son parti était de faire des élections anticipées entre le 15 octobre et le 15 décembre de cette année; plus tard le président du Parti du Salut National (MSP), islamique fondamentaliste, a fait à l'Assemblée Nationale une proposition fixant la date des élections anticipées le 26 octobre 1980.

En plus de ces deux partis politiques, le Parti d'Action Nationaliste (MHP) du fasciste colonel Turkes a indiqué qu'il était aussi partisan d'une élection anticipée.

D'autre part, le Parti républicain du peuple (CHP) du social-démocrate Ecevit et toutes les forces progressistes de Turquie ont exprimé leur opposition à l'idée d'élections anticipées.

L'explication de ce conflit réside dans les faits suivants:

Premièrement, des élections anticipées semblent être la dernière chance du Parti de la Justice (AP) du premier ministre Demirel de rester au pouvoir pour une nouvelle législature. En effet, contrairement à ce que les officiels du gouvernement disent, la situation économique n'est pas favorable du tout: Un nouvel hiver avec le gouvernement minoritaire au pouvoir détruirait toutes les

ASSASSINATS POLITIQUES DU 16/6/1980 AU 15/8/1980

(1ère colonne: du 16/6 au 15/7; 2ème colonne: du 16/7 au 15/8)

ISTANBUL	107 + 82 = 189	KIRSEHIR	2 + 2 = 4	chances du
ORDU	36 + 34 = 70	NEVSEHIR	4 + - = 4	AP, si les
ANKARA	28 + 41 = 69	NIGDE	- + 4 = 4	élections se
URFA	29 + 36 = 65	RIZE	2 + 2 = 4	déroulaient
ADANA	17 + 47 = 64	SIVAS	4 + - = 4	au printemps
GAZIANTEP	21 + 31 = 52	ARTVIN	- + 3 = 3	de 1981. En
CORUM	40 + 7 = 47	BALIKESIR	- + 3 = 3	plus, la
SAMSUN	8 + 23 = 31	ERZURUM	1 + 2 = 3	violence po-
BURSA	8 + 18 = 26	KAHRAMANMARAS	1 + 2 = 3	litique a
MARDIN	9 + 17 = 26	USAK	1 + 2 = 3	atteint un
DIYARBAKIR	11 + 13 = 24	VAN	- + 3 = 3	tel niveau,
ICEL	5 + 14 = 19	AFYON	2 + - = 2	que même le
IZMIR	5 + 12 = 17	ISPARTA	2 + - = 2	gouvernement
KAYSERI	5 + 10 = 15	KÜTAHYA	2 + - = 2	de droite a
SIIRT	7 + 7 = 14	MANISA	1 + 1 = 2	pour d'une
HATAY	6 + 6 = 12	SINOP	- + 2 = 2	intervention
MALATYA	4 + 8 = 12	TUNCELI	2 + - = 2	militaire.
TRABZON	6 + 6 = 12	ADIYAMAN	1 + - = 1	Au lieu d'une
KOCAELI	4 + 7 = 11	ANTALYA	- + 1 = 1	telle inter-
KONYA	9 + 2 = 11	AYDIN	1 + - = 1	vention, une
ELAZIG	7 + 3 = 10	CANAKKALE	- + 1 = 1	partie im-
ESKISEHIR	3 + 7 = 10	EDIRNE	- + 1 = 1	portante du
GIRESUN	5 + 3 = 8	GUMUSHANE	1 + - = 1	grand capital
TOKAT	8 + - = 8	KIRKLARELI	- + 1 = 1	préfère un
KARS	3 + 4 = 7	MUS	- + 1 = 1	fascisme par-
AMASYA	2 + 3 = 5	SAKARYA	1 + - = 1	lementaire.
MUGLA	4 + 1 = 5	YOZGAT	- + 1 = 1	Des élections
AGRI	4 + - = 4	ZONGULDAK	1 + - = 1	anticipées
TOTAL DES 2 DERNIERS MOIS			430 + 474 = 904	qui se dérou-
TOTAL DE LA PERIODE DE 9 MOIS DU GOUVERN. DEMIREL			2685	leraient
TOTAL DE LA PERIODE DE 4 ANS ET 7 MOIS			4895	avant que De-
				mirel perde
				ses chances
				électorales,
				pourraient
				./.

donner comme résultat une majorité absolue aux partis de droite. Demirel espère que les partis de droite obtiendront la majorité absolue lors d'élections anticipées pour les raisons suivantes:

1. Pendant le mois du Ramadan en particulier, le gouvernement Demirel gaspilla toutes les devises obtenues par les nouveaux crédits internationaux et les transferts des travailleurs Turcs immigrés à l'étranger pour mettre en masse sur le marché certains produits de consommation qui avaient disparu pendant le gouvernement d'Ecevit. Ainsi il a atteint une position avantageuse au moins pour quelques mois.

2. En encourageant et protégeant les terroristes de droite, le gouvernement Demirel suscite dans les masses une atmosphère de peur et d'intimidation. Les "Loups Gris" du parti fasciste ont pris sous leur contrôle les principales provinces de l'Anatolie Centrale. Même les chefs locaux de ce parti ont déclaré aux journaux que la loi et l'ordre sont garanties par les militants de leurs organisations.

Dans ces circonstances, il sera impossible dans plusieurs provinces aux électeurs progressistes d'aller voter aux urnes. Bénéficiant de cette atmosphère d'intimidation et de peur, Demirel espère que le Parti de la Justice et son allié, le Parti d'Action Nationaliste obtiendront la majorité absolue.

Une majorité absolue de ces deux partis de droite pourra faire accepter les mesures économiques et politiques imposées par les cercles capitalistes internationaux et locaux:

1. Une révision de la Constitution dans une optique anti-démocratique qui augmentera le pouvoir du gouvernement et réduira l'autorité des institutions de contrôle démocratique telles que la Cour Constitutionnelle et le Conseil d'Etat.

2. Election directe du Président de la République. Actuellement, le président de la République ne peut pas être élu par le Parlement à cause de l'équilibre des forces entre les partis du gouvernement et de l'opposition. Comme M. Ihsan Sabri Caglayangil qui fait fonction de président de la République est un membre du Parti de la Justice, Demirel préfère que le blocage des élections présidentielle continue. Néanmoins, si des élections législatives anticipées se terminaient par une majorité absolue de la Droite, un politicien d'idéologie fasciste pourrait être élu à ce poste,

3. Rétablissement des cours de sécurité de l'Etat qui avaient été annulés par la Cour Constitutionnelle sur base de leur inconstitutionnalité.

4. Promulgation de la loi donnant pouvoir et autorité aux commandants de la loi martiale.

5. Révision du Code militaire pénal et de la loi sur la procédure pénale.

6. Révision de la loi sur les syndicats et les négociations collectives.

7. Ratification du nouvel accord de Coopération de défense Turco-Américain.

Après de tels changements, il sera impossible de parler encore d'un système démocratique en Turquie, il sera plutôt logique de parler d'un fascisme parlementaire régnant sur le flanc Sud-Est de l'Alliance Atlantique et de la Communauté Européenne.

Afin de garder l'image d'une "démocratie", le Parlement Turc continuera à exister mais il s'agira d'un parlement fantoche recevant ses directives des milieux internationaux et locaux.

C'est pour cela que les forces progressistes de Turquie s'opposent à des élections législatives anticipées et préfèrent attendre le printemps prochain où le prestige du gouvernement minoritaire actuel de Demirel aura fait faillite.

La terreur de droite encouragée par la réunion de l'OTAN à Ankara

Même avant l'installation d'un régime fasciste, parlementaire ou militaire, les bandes terroristes de droite ont augmenté le rythme d'assassinats politiques ces deux derniers mois. Avec 904 assassinats politiques entre le 16 juin et le 15 août 1980, le nombre total des victimes de la terreur des 9 mois du gouvernement Demirel atteint le chiffre de 2685 et le nombre total pour une période de 4 ans et sept mois est de 4895 victimes.

En plus des encouragements et de la protection assurés par le gouvernement Demirel, les terroristes de droite ont aussi été encouragés par la réunion minis-

teriole de l'OTAN à Ankara le 25-26 juin 1980. En fait, depuis 1960, l'Alliance Atlantique n'avait pas osé organiser de réunions en Turquie à cause de la résistance anti-OTAN et anti-Américains des forces progressistes du pays. Mais après la proclamation de la loi martiale à la fin de 1978, les milieux pro-OTAN et pro-Américains ont gagné de l'influence dans l'appareil d'Etat et ont commencé à employer les éléments d'extrême-droite placés à des postes-clés des forces armées ou de la police pour éliminer les éléments anti-impérialistes et anti-fascistes.

La réunion de l'OTAN à Ankara est une manifestation de cette escalade pro-Américaine en Turquie.

Il n'est donc pas étonnant, que justement quelques jours plus tard, le 5 juillet 1980, des troupes militaires sous l'autorité du Commandement de la Loi martiale, ont envahi le Congrès de la fédération d'Ankara du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) et ont emprisonné 588 membres de ce parti, dont la présidente Behice Boran, et le secrétaire général Nihat Sargin. Ils ont été accusés d'avoir lancé les slogans: "Turquie socialiste!" et "Nous vaincrons le fascisme!"

En parallèle à la terreur pratiquée par les forces de l'Etat, les bandes fascistes ont assassiné d'abord un parlementaire de centre-gauche, Köksaloglu. Ce meurtre fut suivi par un autre mystérieux assassinat: l'Ancien Premier Ministre Nihat Erim fut tué par des meurtriers non-identifiés comme s'il s'agissait d'une vengeance pour le meurtre du député Républicain. Comme Erim était un des exécuteurs du régime répressif militaire au cours des années 1971 et 1972, son assassinat a été présenté au public comme un acte terroriste de la gauche.

Le 22 juillet 1980, défiant les extraordinaires mesures de sécurité prises pour les funérailles de M. Erim, des fascistes ont abattu M. Kemal Türkler, président du Syndicat des métallurgistes, alors qu'il quittait sa maison dans un faubourg d'Istanbul, puis il se sont échappés.

En fait, le meurtre de M. Türkler, qui était aussi ancien président de la Confédération des Syndicats Progressistes (DISK) avait pour but d'entraîner la classe ouvrière dans l'engrenage de la violence.

En même temps, la terreur de masse a été mise en pratique dans plusieurs provinces d'Anatolie Centrale. Rien que dans la province de Corum, les tueurs fascistes ont assassiné plus de 40 personnes en un mois. Des massacres semblables ont aussi eu lieu dans les provinces de Ordu, Ankara, Urfa, Adana, Gaziantep, Samsun, Bursa, Diyarbakir et Mardin. La tactique principale des fascistes pour augmenter le nombre de victimes a été de dresser les membres d'une secte religieuse contre une autre secte, comme pour les incidents de Kahramanmaraş à la fin de 1978. (+)

Une autre terreur de masse dans le district de Fatsa dans la province de Ordu a eu comme responsable les forces de l'Etat. Ils ont envahi la petite ville de la côte de la Mer Noire, arrêté des milliers de gens et aussi le maire progressiste de la ville. Le maire Fikri Sönmez et des centaines de gens ont été torturés par la police.

La réponse de la classe ouvrière à toutes ces pressions et provocations a été une grève de masse. Le 23 juillet 1980, environ 1 million de travailleurs ont fait grève à travers toute la Turquie. Les funérailles de Kemal Türkler ont été une autre démonstration de masse montrant la résolution de la classe ouvrière à défendre les droits démocratiques; environ 600.000 personnes ont participé à cette manifestation.

En Europe, le Comité d'Europe de l'Unité pour la Démocratie en Turquie (DIB-AK) et d'autres organisations démocratiques d'immigrés turcs ont protesté contre les assassinats et la terreur de masse. A Bruxelles et à Cologne, ces organisations ont déposé des couronnes noires devant les ambassades Turques.

A Bruxelles, les sections turques des syndicats FGTB et CSC, le Centre Culturel des Travailleurs de Turquie, l'Union des Travailleurs de Turquie en ./.

+) Le procès des incidents de Kahramanmaraş se termina par la condamnation de 408 des 822 accusés. 22 personnes furent condamnées à mort et d'autres à différentes peines de prison. Mais 414 personnes dont les principaux instigateurs du massacre ont été acquittées.

Belgique, l'Union des Travailleurs et Etudiants Kurdes (TEKOSER), l'Union des Jeunes et Travailleurs d'Heusden-Zolder, l'Association de Solidarité des Travailleurs Turcs de La Louvière, le Comité de Belgique de l'Unité pour la Démocratie en Turquie (DIB-BK) et le Collectif Turc d'Édition et de Diffusion se sont unis pour protester contre l'assassinat de Türkler. (C-M-H-DN-DG- 18/8)

LE 7ème CONGRES DE LA DISK REAFFIRME SA DETERMINATION DE LUTTER CONTRE LE FASCISME

ISTANBUL (ITA) - Le 7ème Congrès de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) s'est tenu du 25 juin au 2 juillet 1980 à Istanbul avec la participation de 465 délégués représentant 28 syndicats et plus de 500.000 travailleurs, et aussi les représentants d'organisations nationales et internationales.

Le rapport du comité administratif et les résolutions adoptées par le congrès ont réaffirmé la volonté de la centrale syndicale progressiste de continuer son combat aussi bien pour la défense des droits démocratiques que pour l'objectif d'une "Turquie indépendante et socialiste".

Accusant le gouvernement actuel d'avoir encouragé le terrorisme de droite et d'avoir accordé aux milieux capitalistes internationaux de nombreuses concessions dans les domaines économiques, politiques et militaires les textes du 7ème congrès critiquent aussi le Parti Républicain du Peuple (CHP) du social-démocrate Ecevit pour avoir trahi les masses ouvrières qui l'avaient soutenu contre les partis de droite.

Les délégués ont envoyé au Premier Ministre Turc un message protestant contre la tenue de la conférence des ministres de l'OTAN à Ankara durant cette même période.

A la fin de ses travaux, le 7ème Congrès a réélu M. Abdullah Bağtık comme président de la confédération et M. Fehmi Işıklar comme secrétaire général. Le comité administratif et le comité exécutif sont composés de représentants des membres des syndicats.

DISK menacé d'interdiction

Le fait que la DISK a réaffirmé son unité et sa résolution de lutter contre les pratiques anti-démocratiques, et qu'elle l'a manifesté par une présence très importante pendant l'enterrement de son ancien président Türkler, assassiné par les tueurs fascistes, avec la participation à peu près 600.000 personnes, a provoqué une grande panique dans les cercles dirigeants.

Le 1er août 1980, le procureur de la République de Bakırköy (Istanbul) a introduit une procédure au Tribunal du Travail pour l'interdiction de la DISK. Le procureur a prétendu que la DISK voulait obtenir l'hégémonie de la classe ouvrière en Turquie par des actions de masse. Il a qualifié comme une de ces "actions révolutionnaires" la participation de masse à l'enterrement de Türkler.

Contre cette procédure, le Comité d'Europe de l'Unité pour la Démocratie en Turquie (DIB-AK) a publié un communiqué accusant le gouvernement turc d'essayer d'éliminer le mouvement syndical progressiste de Turquie en employant aussi bien des méthodes d'assassinats que d'actions juridiques.

Réagissant à ce communiqué, la centrale syndicale française CGT a publié une déclaration condamnant les tentatives d'élimination de la DISK et appelant tous les syndicats français à manifester leur solidarité avec le mouvement syndical turc.

La Fédération Mondiale des Syndicats (FSM) et la Confédération Mondiale du Travail (CMT) ont également protesté contre cette procédure anti-démocratique et ont exprimé leur solidarité avec la DISK.

Le gouvernement suspend 55 grèves dans sept mois

D'après du quotidien Cumhuriyet, le gouvernement turc a suspendu dans sept mois 55 grèves dans les secteurs d'alimentation, d'énergie, de transports, de ...

métallurgie, de verre, de communications, de services publics, de ciment, de chemins de fer, de pétrochimie et de navigation.

Le nombre de grèves suspendues pendant une période de 17 ans est environ 200. Depuis 1976, le taux annuel de grèves suspendues est d'environ 20 à 30.

Un ancien directeur de recherches de l'Organisation de Planification de l'Etat, M. Tunc Tayanc a expliqué les raisons de ces phénomènes dans son article paru le 22 juillet 1980 dans la Revue Anka:

"La procédure de suspendre les grèves par les gouvernements en Turquie n'est pas neuve. La première décision de suspendre une grève a été prise juste après la législation de la Loi No.275 sur les procédures en matière de négociation collective, grève et lock-out de 1963. L'article 21 de cette loi permet de retarder une grève décidée ou commencée par un décret gouvernemental pour une période maximum de 30 jours à condition que la grève est estimée néfaste au bien-être ou à la sécurité de la nation. Ne se limitant pas à cette mesure, l'acte a donné de plus la prérogative aux gouvernements d'étendre cette mesure de 60 jours de plus avec l'accord du Conseil Suprême de Médiation.

"Pour les six premiers mois de 1980, les décisions de suspension annoncées ou prévues ont concerné presque totalement les grèves des entreprises du secteur privé à part quelques exceptions. L'explication de ces interventions réside dans les décisions pour 'libéraliser l'économie' prises le 24 janvier."

Le gouvernement veut aussi modifier les lois sur les syndicats et conventions collectives afin de pouvoir atteindre ses objectifs de politique économique. Le but recherché par les modifications envisagées est d'introduire le système de "représentation d'un syndicat" aux niveaux des ateliers et des industries. Le résultat espéré serait la destruction de la base de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK). En même temps, ces modifications envisagées sont présentées comme cadeau dans les négociations avec la confédération syndicale rivale TÜRK-İŞ pour les amener à un accord à l'aimable. (C-M-ANKA-DG-10/8)

LENTS PROGRES POUR L'AFFILIATION TURQUE A LA CEE

BRUXELLES (ITA) - La réunion du Conseil de l'Association Turquie-CEE à la fin du juin 1980 à Bruxelles a montré une fois de plus que le fossé entre la CEE et le gouvernement actuel turc qui aspire à une place de membre à part entière dans cette communauté, est aussi longue qu'auparavant.

Avant tout, la CEE n'a pas accepté la demande turque de libre circulation des travailleurs turcs dans la communauté malgré le fait qu'elle est prévue dans l'accord d'association et dans l'article 36 du Protocole annexe. La Turquie n'a donc pas obtenu des garanties contre la décision d'obligation de visa pour les Turcs qui entreraient dans les pays CEE comme l'Allemagne fédérale.

A la réunion, la Turquie a demandé que son crédit de 850 millions de dollars US soit augmenté mais sa requête fut rejetée car l'Angleterre et la Hollande s'y opposèrent fermement.

Malgré ces décisions négatives le ministre turc des Affaires Etrangères Erkmen a déclaré que les décisions du Conseil d'Association étaient "la preuve d'un esprit mutuel de bonne volonté pour faire revivre nos relations" et il a réaffirmé la résolution de son gouvernement de demander d'être membre à part entière de la CEE avant la fin de cette année.

CES contre l'entrée dans la CEE d'un régime turc anti-démocratique

Comme on continue à spéculer dans la Communauté et en Turquie sur le problème de l'affiliation turque au Marché Commun, la Confédération Européenne des Syndicats (CES) a informé le gouvernement turc qu'"une condition préliminaire à une telle affectation est l'obligation d'accepter les droits fondamentaux démocratiques et syndicaux. Des incidents comme l'arrestation des syndicalistes le 30 avril pourraient donc amener le mouvement syndical européen à faire opposition à une éventuelle demande d'adhésion à la Communauté Européenne, émanant du gouvernement turc." /.

M. Mathias Hinterscheid, Secrétaire Général de la CES, a envoyé également le texte de cette prise de position à M. Roy Jenkins, Président de la Commission des Communautés Européennes, M. Wilhelm Haferkamp, Vice-Président de la Commission des Communautés Européennes, Mme. Simone Veil, Présidente du Parlement Européen, M. Franz Karasek, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Dans une autre lettre envoyée aux syndicats affiliés à la confédération, M. Hinterscheid déclare: "Vous savez certainement que depuis des années la loi martiale règne en Turquie. Depuis des années, toutes activités syndicales ou politiques ne convenant pas au régime sont interdites et réprimées. Une preuve très nette en est l'attitude des gouverneurs de la loi martiale vis-à-vis des manifestations du 1er mai. Depuis quelques années, pour prévenir ces manifestations, on arrête juste avant le 1er mai les leaders syndicaux enclins à organiser de telles manifestations et on les retient en prison pour une semaine ou deux.

"Depuis que la Turquie cherche par tous les moyens d'entrer dans la famille des pays démocratiques de l'Europe de l'Ouest, nous avons crû bon d'écrire au gouvernement turc pour lui expliquer que le mouvement syndical ouest-européen ne sera pas prêt à accepter un pays qui ne respecte pas les libertés et droits syndicaux élémentaires. Nous avons choisi cette méthode, peut-être moins spectaculaire mais probablement plus efficace, puisque nous espérons inciter ainsi les responsables des organismes européens et du gouvernement turc à ne pas limiter leur dialogue aux problèmes économiques et stratégiques, mais à discuter aussi sérieusement les graves problèmes sociaux et politiques qui secouent la population de ce pays."

Les deux centrales syndicales de Turquie ont déjà demandé leur affiliation à la CES. Ces demandes de la DISK et du TURK-IS ont fait partie de l'ordre du jour de la réunion du comité exécutif de la CES les 12 et 13 juin 1980 à Genève. En même temps que les demandes similaires de six autres organisations, la requête des deux confédérations de Turquie a été confiée au Secrétariat pour un examen supplémentaire pendant que les demandes de huit autres centrales syndicales ont été refusées.

Le Comité Exécutif de la CES prendra sa décision finale à propos des demandes de la DISK et du TURK-IS, pendant la première moitié de l'année prochaine.

(C-M-ANKA-CES-7/7)

DEUX JOURNALISTES VICTIMES DE LA TERREUR POLITIQUE

ANKARA (ITA) - Pendant les incidents causés par la terreur politique, deux journalistes turcs ont été tués, l'un d'eux sous la torture.

Le 22 juillet 1980, Recai Ünal, journaliste du quotidien Demokrat, de gauche, a été découvert mort dans le quartier de Karagümruk, Istanbul. La victime a été étranglée à mort et laissée près d'une mosquée. Il avait 21 ans.

C'est aussi à Istanbul que Mete Atabek, photographe du quotidien Istiklal, n'a pu échapper à un conflit armé entre un groupe terroriste et une patrouille militaire et il fut abattu par les balles des soldats le 24 juillet 1980.

D'un autre côté, selon le quotidien Demokrat du 22 mai 1980, dans une période de 6 mois, plus de 50 enseignants ont été assassinés par les terroristes de droite.

C'est aussi pendant une période de 6 mois après la formation du gouvernement Demirel que 800 enseignants ont été arrêtés, 20.000 enseignants ont été chassés de leur poste, 200 envoyés du service de l'éducation et 30.000 ont subi des sanctions diverses pour avoir participé aux actions de protestation contre le massacre de Kahramanmaraş. De plus, 12 000 enseignants ont été transférés de leurs postes dans d'autres provinces.

Les hebdomadaires "Yürüyüş" et "Adimlar" interdits

Le Commandement de la loi martiale de la province d'Ankara a interdit l'édition et la distribution de l'hebdomadaire socialiste "Yürüyüş" et du quotidien Demokrat à l'intérieur de la province. En réaction, les éditeurs du ./.

Yürüyüş ont commencé à publier un autre hebdomadaire appelé "Adımlar", mais le même commandement a aussi interdit ce journal.

Une Canadienne arrêtée pour détention des "publications interdites"

Une jeune fille Canadienne étudiante à l'Université Bogazici à Istanbul a été arrêtée le 14 juillet 1980 à l'aéroport Yesilkoy pour avoir des livres "de gauche" dans ses bagages. Mlle Philippe Croery a déclaré qu'elle avait acheté ces livres en anglais quand elle était partie pour la Turquie et qu'elle ignorait tout à fait qu'ils étaient "jugés criminels" en Turquie.

Malgré cette défense, la Canadienne a été emprisonnée pendant un certain temps et ses livres furent envoyés au Département de Police Politique afin de vérifier s'ils contenaient un crime quelconque.

Quatre artistes de théâtre sanctionnés

Les pratiques anti-démocratiques à l'intérieur des théâtres de l'Etat ont augmenté après le changement de tous les cadres administratifs de ces institutions culturelles.

Dernièrement, quatre artistes de théâtre, Emine Orhun, Albay İzbirak, Ferdi Nerter et Alp Öyken ont été sanctionnés par le directeur général Cüneyt Gökçer parce qu'ils avaient signé une protestation au nom de leurs organisations professionnelles. Cette pétition protestait contre le renvoi des administrateurs progressistes des théâtres. (C-M-DG-15/8)

UNE QUESTION DU PCB SUR LA REPRESSION EN TURQUIE

BRUXELLES (ITA) - Dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères, M. Nothomb, le président du Parti communiste de Belgique exprime son inquiétude à propos de la situation en Turquie caractérisée par une répression massive des activités du mouvement ouvrier et démocratique et par la multiplication des atteintes aux droits de l'Homme.

En transmettant au ministre les informations émanant du "Comité d'Europe de l'unité pour la démocratie en Turquie" (DIE-AK), Louis Van Geyt fait remarquer que les faits en question sont d'autant plus choquants qu'ils ont lieu dans un pays membre de l'Alliance atlantique et associé à la Communauté économique européenne à laquelle il voudrait même adhérer; un pays pour lequel une aide particulière est réclamée aux membres de l'OTAN, dont la Belgique.

Parce que les principes démocratiques dont se revendique l'Europe communautaire me semblent incompatibles avec les agissements du gouvernement turc, je me permets de vous demander -écrit le député communiste de Bruxelles- ce que le gouvernement belge a fait ou compte faire pour manifester sa désapprobation et exiger le respect de ces principes dont se réclament les signataires du traité de Rome. De même que pour protéger les travailleurs turcs en Belgique des fascistes turcs tels les "Loups Gris" qui agissent dans notre pays sous le couvert d'organisations culturelles ou religieuses.

425.000 JEUNES PRIVÉS DE LEUR DROIT A L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

ISTANBUL (ITA) - Des examens d'entrée à l'université ont eu lieu le 13 juin 1980 dans 35 villes de Turquie et à Nicosie, Chypre.

Des 467.210 candidats (343.000 hommes et 124.210 femmes) qui ont participé à cet examen, seuls 42.000 pourront entrer dans une institution d'enseignement supérieur par le système central de placement. Comme il existe un chômage important dans le pays, environ 400.000 jeunes n'auront ni enseignement ni travail.

Les chances d'accéder à l'enseignement supérieur étaient de 50% en 1970 (38.662 sur 76.540); 24% en 1975 (68.508 sur 280.000), 10% en 1978 (37.500 sur 373.000). L'une des raisons de la violence politique réside dans cette situation.

PROTESTATION CONTRE L'EMPRISONNEMENT DU DR. ISMAIL BESIKCI

OSLO (ITA) - Après les organisations d'écrivains de Suède et de Suisse (Voir BULLETIN d'avril 1980), le Conseil de l'Association des Ecrivains Norvégiens a envoyé au président de la République de Turquie un télégramme protestant contre l'emprisonnement du sociologue turc Ismail Besikci.

Dr. Besikci est en prison pour avoir publié une étude scientifique critiquant la politique du gouvernement turc qui violait les droits fondamentaux du peuple kurde en Turquie (Voir BULLETIN d'Octobre 1979).

Le communiqué des écrivains norvégiens déclare: "Pour nous, la suppression de la liberté de parole conduira toujours à la stagnation. Nous apprenons avec consternation que la langue, la littérature et la culture kurde sont interdits dans tout le Kurdistan de Turquie pendant qu'en même temps, de nombreux auteurs turcs sont réduits au silence, des publications interdites, la presse censurée... Nous vous faisons appel afin d'employer votre pouvoir pour obtenir la libération de Ismail Besikci."

Le message est signé par le président Camilla Carlson. (ME-DG-6/6)

PROGRES DES PARTIS DE GAUCHE DANS LA SECTION TURQUE DE CHYPRE

NICOSIE (ITA) - Malgré les pratiques répressives perpétrées par l'administration Denktach, les partis de gauche dans la section turque de Chypre ont progressé de manière considérable aux élections locales tenues le 1er juin 1980.

Dans les trois villes de l'"Etat Fédéré Turc de Chypre", le Parti de Libération Socialiste a gagné les élections de maire, et donc le nombre de maires élus sur les listes du parti de Denktach a diminué de 8 à 6,

Le taux de participation a atteint 80% tandis qu'il était de seulement 65% aux élections locales de 1976.

En même temps que le PLS, un autre parti progressiste, le Parti Républicain Turc a également gagné des voix, mais il n'a pas réussi à obtenir une place de maire.

(C-3/6)

ABONNEZ-VOUS AU BULLETIN INFO-TÜRK

L'INFO-TÜRK est un collectif d'édition et de diffusion créé et pris en charge par des progressistes de Turquie aux pays européens. Il publie des bulletins mensuels en cinq langues (anglais, français, turc, néerlandais et allemand) pour informer l'opinion mondiale des événements en Turquie.

ABONNEMENT ANNUEL POUR CHAQUE LANGUE:

200 FB pour les pays Benelux
250 FB pour étranger

Vous pouvez transférer le paiement de la souscription au:

INFO-TÜRK
BBL 310-0148714-02
13/2, Square Wiser - 1040 Bruxelles - Belgique